

Ministère de l'enseignement supérieur,
de la recherche et de l'innovation

NOR : ESRH1935686D DGAFP

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des

fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n°85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions, et notamment son article 13 ;

Vu le décret n°86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat pris pour l'application des articles 7 et 7 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'avis du comité technique ministériel de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du XXX ;

Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu,

Décrète :

Article 1

[le contrat d'exercice temporaire de fonctions en administration]

Les personnels mentionnés à l'article L. 431-1 susvisé qui justifient d'au moins une année d'exercice effectif d'activité professionnelle peuvent exercer leurs fonctions à temps complet ou à temps partiel par contrat à durée déterminée en application des dispositions du décret du 17 janvier 1986 susvisé, dans les services de recherche des administrations, dans les établissements publics de recherche et dans les établissements d'enseignement supérieur.

Pour la durée du contrat à durée déterminée, mentionné à l'article L.431-1 et sous réserve qu'il soit à temps complet, le contrat dont la personne bénéficie auprès de son employeur d'origine est suspendu. A l'issue de cette période, la personne est réintégrée auprès de son employeur d'origine en conservant les droits acquis de son contrat d'origine.

Article 2

[la mise à disposition]

La condition prévue à l'article 13 du décret du 16 septembre 1985 susvisé, relative à l'exercice d'une fonction requérant des qualifications techniques spécialisées est réputée remplie pour les personnels mentionnés à l'article L. 431-1 précité.

A l'issue de sa mise à disposition, le salarié de droit privé retrouve son poste de travail ou un poste équivalent auprès de son employeur d'origine sans que l'évolution de sa carrière ou de sa rémunération ne soit affectée par la période de mise à disposition.

Article 3

La ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation et la ministre de la transformation et de la fonction publiques sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre :

La ministre de l'enseignement supérieur,
de la recherche et de l'innovation,

Frédérique VIDAL

La ministre de la transformation et de la fonction publiques,

Amélie de Montchalin

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'action et des comptes publics

Olivier DUSSOPT